

Philippe Watrelot : « La question des inégalités à l'École est un angle mort du débat public » (*Je suis un pédagogue*)

Site **DIACRITIK**

LE MAGAZINE QUI MET L'ACCENT SUR LA CULTURE —

Publié par **Johan Faerber**, 15 septembre 2021

À l'heure où la rentrée est marquée par la parution du panégyrique de Jean-Michel Blanquer par lui-même, il est peut-être temps, loin des mondanités éditorialistes avec le ministre, d'écouter une véritable réflexion sur l'école. C'est précisément au moment de la rentrée que **Philippe Watrelot**, enseignant qui se présente lui-même comme un militant pédagogique, choisit de faire paraître son stimulant essai, ***Je suis un pédagogue***. En revendiquant cette étiquette de pédagogue qu'on lui a attribuée, Watrelot en profite pour rouvrir le débat sur l'école, évoquer ses difficultés, son manque de budget et la dévalorisation criante du métier. À l'heure de la présidentielle, l'éducation doit être au centre des discussions avec des propositions fortes. Inutile de dire que *Diacritik* ne pouvait qu'aller à la rencontre de Philippe Watrelot pour échanger avec lui de cette école du futur.

Ma première question voudrait porter sur les origines de votre salutaire essai, *Je suis un pédagogue* qui vient de paraître. Vous dites d'emblée l'avoir écrit en réaction à l'insulte ou tout du moins à la dépréciation dont le terme même de « pédagogue » serait, selon vous, actuellement l'objet. En ce sens, vous vous êtes décidé à écrire, dites-vous encore, afin de « retourner le stigmate ». Comment avez-vous donc procédé ? Votre but en écrivant était-il d'emblée de vous fixer, comme l'indique le sous-titre, de « gommer les clichés, construire une meilleure école » ?

Débattre de l'école et de l'éducation est légitime. Ce sont des questions de société qui ne doivent être confisquées par quiconque. Mais elles ne doivent pas non plus être caricaturées. C'est un procédé très classique sur le plan rhétorique (stratégie de l'homme de paille) que de parer l'« adversaire » de tous les défauts. Il est en effet plus facile de combattre un ennemi qu'on s'est soi-même fabriqué. Le constat de la difficulté à débattre, je le fais depuis des années puisque mon parcours est celui d'un militant de la pédagogie. Je suis engagé dans des associations complémentaires de l'école et des mouvements pédagogiques depuis très longtemps.

Mais le débat s'est tendu et est devenu plus violent au cours des dix dernières années. Il y a évidemment le rôle des réseaux sociaux mais j'y vois aussi et surtout le symptôme d'un malaise enseignant qui s'accroît. L'idée du livre m'est venue à partir de 2015 au moment de la réforme du collège. Le mouvement que je présidais (le CRAP-Cahiers Pédagogiques) avait vu dans cette réforme des aspects positifs et ce soutien m'a valu d'être exposé. Et j'ai alors, en quelque sorte, « incarné » la figure de ce qu'on a appelé à ce moment-là un « pédagogue ». Le terme s'est donc imposé à moi, je me souviens même avoir été invité à un débat télévisé et être présenté ainsi !

D'une certaine manière, je n'avais pas le choix. Soit, je continuais à rejeter ce terme disqualifiant soit j'essayais dans une sorte de « judo » lexical de le retourner pour en faire sinon une force, du moins un motif de fierté. C'est ce qu'on appelle en sociologie (je suis prof de SES) une tentative de « retournement du stigmate ». Le procédé n'est pas nouveau. Par exemple, rappelons qu'au départ le mot même d'« intellectuel » a été forgé comme une insulte par les anti-dreyfusards.

Dans une première version du manuscrit, l'essentiel du livre était consacré à la réfutation des arguments des « anti » pédagogie que j'entendais et lisais depuis toutes ces années. Et alors, je me suis rendu compte que le plus important pour convaincre était plutôt d'être dans une démarche de propositions. Et puis, il y a la proximité du débat de la présidentielle et la volonté d'agir pour que la cause de l'École et des enseignants soit entendue. Le livre a ainsi évolué et est donc plus équilibré : la première partie est consacrée à la déconstruction du terme de « pédagogue » et à la réfutation des clichés (chapitres 1 à 5), la deuxième partie est plus positive et tournée vers l'avenir (chapitres 6 à 10).

Pour résumer le livre en une phrase : « *vous dites que je suis un pédagogue ? Je ne suis pas celui que vous croyez et je suis fier des idées et des pratiques que je défends. Et j'ai des propositions à vous faire* ».

Sans attendre, intéressons-nous à la notion même que son titre donne à votre essai. Qu'est-ce qu'un pédagogue ? Comment définissez-vous précisément le terme ?

Si on s'en tient à ce que j'ai dit dans votre question précédente, un « pédagogue » c'est une caricature, une étiquette, un mot-valise, ça n'existe pas... ! Mais puisque je le revendique, je vais le présenter de

manière positive. Un pédagogue, c'est d'abord une personne qui s'inscrit dans un courant de pensée ancien et aux multiples branches. On vient de fêter, (malheureusement pas comme on l'aurait voulu à cause des conditions sanitaires), le centenaire de la ligue internationale de l'éducation nouvelle à Calais en 1921. Ce congrès fondateur rassemblait des personnalités comme Freinet, Montessori, AS Neill, Adolphe Ferrière, Ovide Decroly et tant d'autres. Des personnes, des associations très diverses mais avec des idées forces qui les rassemblent.

C'est d'abord la conviction que « *tout être humain peut se développer et même se transformer au cours de sa vie. Il en a le désir et les possibilités.* » Cette phrase on la trouve dans les principes des CEMEA auxquels j'ai adhéré alors que je n'étais pas encore prof. Ce qu'on retrouve aussi chez Freinet dans sa liste des invariants lorsqu'il parle de « l'optimiste espoir dans la vie » et que Meirieu appelle le « postulat d'éducabilité ».



Quand j'ai adhéré au CRAP-Cahiers Pédagogiques, le titre du colloque qui m'avait incité à m'inscrire était « *une idée positive de l'École* ». C'est peut-être cet « optimisme de l'action » qui caractérise d'abord le pédagogisme. Face au cynisme ambiant ce n'est déjà pas si mal ! Mais cela n'empêche pas le « pessimisme de la raison » et la prise en compte des conditions de l'émancipation. Un pédagogue est aussi un indigné qui ne se résigne pas au maintien des inégalités et agit aussi bien dans sa classe qu'au sein du système. C'est pour moi le moteur principal de mon activisme et le produit de mon histoire personnelle. C'est aussi un ensemble de pratiques qui vont privilégier les méthodes actives, la coopération (entre élèves mais aussi entre enseignants) et plus largement une approche démocratique dans la vie de la classe et dans l'accès aux savoirs. Il y aurait plein d'autres choses à ajouter !

L'originalité de votre propos consiste, au cœur de votre essai, à toujours vous adosser aux discours qui déprécient l'effort pédagogue, notamment ceux de Jean-Michel Blanquer. Le ministre de l'Éducation nationale en poste depuis 2017 construit ainsi une large part de son action publique et notamment médiatique en multipliant les déclarations contre les pédagogistes, arguant même vouloir « en finir avec le pédagogisme ». Pourquoi Blanquer brandit-il ce que vous nommez encore « l'épouvantail pédagogue » ? Pour quelles raisons cherche-t-il à caricaturer la notion même et ainsi simplifier le débat en renvoyant les pédagogistes à une posture de « pédagogocrates » ? Est-ce qu'enfin l'attaque de Blanquer contre les pédagogistes n'est pas en fait révélatrice de sa vision réactionnaire et contre-révolutionnaire de l'éducation ?

Jean-Michel Blanquer n'est pas le seul à brandir cet épouvantail. Nicolas Sarkozy avait aussi fustigé l'esprit de 68 à l'école et François Fillon a parlé à plusieurs reprises dans ses discours de campagne de « pédagogistes prétentieux ». Nous sommes bien dans cette stratégie de l'homme de paille ou de l'épouvantail que nous évoquons plus haut.

En construisant, avec l'aide d'une certaine presse, un ennemi facile, il se fabrique à bon compte une image de « modéré » se situant loin des querelles idéologiques et mettant en avant un supposé « pragmatisme ». Il va même plus loin en considérant que la science met un terme au débat sur les méthodes par une sorte de scientisme dévoyé où les neurosciences dicteraient à des enseignants

exécutants les « bonnes pratiques ». En fait, je crois que ce qui gêne surtout Blanquer dans les « pédagogistes » c'est que ce sont des personnes qui essaient de penser leur métier de manière collective. Ça percute sa vision technocratique et verticale de l'exercice du pouvoir. On peut aussi ajouter que dans sa vision de l'éducation, on privilégie surtout l'individu « méritant » qu'il s'agit d'exfiltrer pour favoriser un supposé « élitisme républicain ». Il y a une sorte d'indifférence aux inégalités alors que cette question est au cœur de la réflexion pédagogique. Mais j'y reviendrai.

Loin cependant de limiter les critiques du pédagogisme à Blanquer et à une partie de l'appareil de la rue de Grenelle, vous affirmez que le pédagogisme serait aussi bien diabolisé par une partie du corps enseignant, et cela au nom de sa collusion avec les prérogatives néolibérales. Pourquoi le pédagogisme fait-il plus précisément peur à une part du corps enseignant ? Est-ce son caractère réformiste qui effraie ? Mais autre question : quel est le sens des réformes qu'engagerait le pédagogisme auquel vous souscrivez ? Au-delà des réserves des uns et des autres, est-ce que le réformisme tel que vous le défendez n'aboutit pas finalement à un dénigrement de l'action syndicale que vous enfermez à votre tour dans une posture figée en les assignant à un passéisme révolutionnaire ?

Je ne dénigre personne et j'ai le plus grand respect pour l'action syndicale et je trouve votre présentation un peu réductrice. Je constate d'ailleurs qu'aujourd'hui dans ces temps d'hyper-susceptibilité, on est prompt à s'indigner et à voir du mépris pour éviter d'entendre des interpellations légitimes.

On m'a quelques fois reproché (comme au discours pédagogue) une posture « en surplomb » de donneur de leçons (le comble pour un enseignant !). Or je suis un collègue ! J'enseigne depuis 39 ans et je ne suis pas un jeune imprécateur qui publierait un livre après quelques années dans l'enseignement. Une des difficultés de la réflexion sur l'enseignement c'est qu'elle se situe à deux niveaux : celui de la classe et de ses pratiques et celui du système et des revendications collectives. Célestin Freinet résumait cette tension bien mieux que je ne le ferais : « *Nous ne comprendrions pas que des camarades fassent de la pédagogie nouvelle sans se soucier des parties décisives qui se jouent à la porte de l'école ; mais nous ne comprenons pas davantage les éducateurs qui se passionnent, activement ou plus souvent passivement, hélas ! pour l'action militante, et restent dans leur classe de paisibles conservateurs, craignant la vie et l'élan, redoutant l'apparent désordre de la construction et de l'effort.* » (L'éducateur prolétarien Octobre 1936)

A l'heure des raisonnements binaires, j'invite à raisonner en tension. Le slogan du CRAP depuis très longtemps est « *changer l'école pour changer la société, changer la société pour changer l'école* ». Il faut tenir les deux bouts de la corde et ne pas opposer l'un et l'autre. Sinon nous courons le risque d'être de « paisibles conservateurs » avec un discours radical. Cette posture existe et l'accusation de « néolibéralisme » brandie souvent à tort et à travers permet en effet à certains de masquer leur propre conservatisme.

Je constate cependant que cette simplification est plutôt celle des tribunes et des réseaux sociaux. Elle concerne beaucoup moins ce qui se passe dans les établissements où, de fait, nous sommes amenés à nous adapter, à appliquer des dispositifs, à être des « réformistes » pour reprendre ce terme un peu provocateur. Dans ma salle des profs, on est loin de ces oppositions binaires. J'invite d'ailleurs dans mon livre à bien distinguer, quand on parle de l'École, les discours et les actes

Je rajoute aussi que les réformes menées à marche forcée et sans concertation par le ministre n'arrangent rien et contribuent à la méfiance à l'égard de l'idée même de changement. Peut-être que la première « réforme » serait d'ailleurs de redonner du pouvoir d'agir aux enseignants !

Une large part de vos réflexions se consacre ensuite au malaise enseignant dont parlent tant les médias sans pourtant bien en cerner ni les causes ni les conséquences. Vous affirmez ainsi tout d'abord que le malaise enseignant provient, dans les missions d'enseignement, de ce que vous nommez un « travail empêché » qui repose, dites-vous, sur une surprescription produisant un violent décalage entre les objectifs et le réel de la classe. Peut-on voir dans cette surprescription qui est une indiscutable réalité, notamment dans les programmes de la réforme des lycées, le cœur même d'une politique managériale qui sert non pas tant à construire un projet éducatif destiné aux élèves qu'une manière d'assigner aux enseignants une mission impossible à accomplir ?

De la même manière, le malaise enseignant que vous évoquez décidément à juste titre peut aussi provenir d'une politique de répression de l'action syndicale que cependant vous n'évoquez pas. Qu'on pense ici aux 4 de Melle que le rectorat de Poitiers s'est évertué à poursuivre avant d'être débouté par la justice et le Conseil d'Etat. Est-ce que, plus généralement, museler toute forme de contradiction ne suscite pas aussi le malaise enseignant ?

Il y a là encore plusieurs questions et des risques de confusion. Reprenons les différents éléments. Le malaise enseignant est un phénomène complexe et je n'ai pas la prétention d'en avoir fait le tour. Parmi ses principales manifestations, il y a ce sentiment de déclassement lié bien sûr à la perte de pouvoir d'achat mais aussi à cette impression d'être dépossédé d'une partie de son travail et de son expertise. Vous parlez du lycée mais on pourrait aussi évoquer la multiplication des injonctions à coup de vademecum et de livrets dans le primaire.

En ce qui concerne le lycée, beaucoup de professeurs, quoi qu'ils pensent du fond de la réforme, ont alerté sur l'infaisabilité de certains dispositifs et l'absence de moyens pour les mener à bien. L'exemple du grand oral est typique de cette réforme à marche forcée et dans une logique d'économie. Et, comme par ailleurs, Blanquer a joué l'opinion contre les enseignants présentés comme toujours en train de râler et rétifs au changement, le contentieux est encore plus grand.

Sur la répression de l'action syndicale, il y a en effet une tendance à l'autoritarisme et je l'ai dénoncé dans d'autres textes. Je vais vous faire une révélation : l'Éducation nationale est une machine bureaucratique qui supporte mal les écarts et les paroles libres. Et le management actuel, par ailleurs, conduit en retour à une forme de surenchère dans l'action. Il faudrait parvenir à reconstruire des espaces de co-construction plutôt que cette méfiance réciproque qui caractérise le pseudo dialogue social actuel. Mais mon livre ne s'intitule pas « je suis un syndicaliste » (même si je le suis) et je m'arrêterai sur cette pirouette...

Afin de poursuivre sur le bilan que vous dressez, vous suggérez que, désormais, l'Éducation nationale, c'est le Titanic dont les enseignants seraient les musiciens continuant à jouer même lorsque le bateau pourtant sombre. Ce nouveau décalage entre les attendus et la réalité des classes provoque, on l'a vu, le malaise enseignant. Cependant, à aucun moment de votre riche réflexion, vous ne posez à l'origine dudit malaise la question des moyens financiers qu'il faudrait mobiliser pour changer l'école, solliciter un budget en augmentation significative pour doter les écoles de moyens humains et matériels adéquats. Pourquoi, sollicitant des réformes, vous n'en évoquez pas la nécessaire part budgétaire ?

Mon livre ne s'intitule pas non plus « je suis un économiste » ! (je suis juste prof de SES, ce qui n'est pas pareil). Je me situe sur le plan de la pédagogie et la nécessité de faire évoluer l'École. Et je ne pense pas qu'on puisse le faire avec des gens qui vont mal. Je croyais d'ailleurs avoir été assez clair dans mes propositions sur la nécessité d'une revalorisation inconditionnelle des enseignants. Et, que je sache, c'est bien une question économique et budgétaire !

La question des moyens est cependant une question complexe et ne peut être la seule condition du changement. Le dédoublement des CP et CE1 en REP+ le démontre *a contrario* : on y a réduit les effectifs mais si on ne repense pas la pédagogie qu'on pratique dans ces classes, l'efficacité de cette mesure est limitée. Je suis contre la logique d'économie qui est à l'œuvre aujourd'hui dans de nombreux domaines mais souvent, la revendication de « moyens » supplémentaires est présentée comme un préalable à toute évolution. Or, si l'école peut changer avec des moyens supplémentaires et donc un meilleur budget cela peut se faire aussi avec une meilleure organisation, une autre utilisation du temps et une gestion plus collective. Le changement n'est pas qu'une question de « moyens » !

Une large et stimulante part de votre essai se concentre sur la figure même de Jean-Michel Blanquer dont la politique cristallise non seulement les pulsions anti-pédagogistes mais paraît symptomatique de la violence d'une gestion néo-libérale. Vous identifiez le locataire de la rue de Grenelle comme un opinioniste qui construit sa politique en jouant constamment l'opinion contre le corps enseignant. Au-delà de sa politique ultra-conservatrice, vous indiquez à juste titre combien sa politique ne permet aucunement d'assurer une quelconque égalité à l'école. Pourquoi, selon vous, la politique scolaire de Blanquer est vouée à l'échec en niant les inégalités sociales ? Pourquoi ce fait pourtant évident ne fait-il pas l'objet de débats ? Ne peut-on pas à cette occasion comprendre qu'une des forces de Blanquer est de confisquer les débats sur l'éducation ?

Je l'ai évoqué précédemment, la vision du ministre me semble centrée sur l'individu « méritant » qu'il faudrait aider. Mais je ne pense pas qu'on résolve les problèmes de l'école ainsi. C'est oublier toutes les conditions socio-économiques qui conduisent à ce que l'échec soit plus fort dans certaines catégories sociales. L'indifférence aux inégalités est, à mon sens, un marqueur de la droite. Plusieurs livres récents ont montré d'ailleurs l'impasse que représentait cette notion de méritocratie qui malheureusement abuse encore aussi une partie de la « gauche ».

C'est d'ailleurs pour cela que je ne crois pas que ce que ce vous appelez une évidence soit uniquement occultée par la sur-communication de Blanquer. La question des inégalités à l'École est également un

angle mort du débat public parce qu'une partie des forces de « gauche » ou « progressistes » (si ces mots veulent encore dire quelque chose...) a du mal à s'en emparer. Y compris chez les enseignants : pourquoi critiquer un système qui vous a fait "réussir" ? Même si je suis fondamentalement optimiste, je crains que, dans une logique très gramscienne, l'"hégémonie culturelle" en ce qui concerne l'École soit plutôt du côté du conservatisme... Notre société globalement semble s'accommoder de ces inégalités. Et cela me désole et m'indigne.

Ma dernière question voudrait porter sur la redéfinition du métier d'enseignant telle que vous l'engagez dans la dernière partie de votre essai. Quels sont, selon vous, les points essentiels pour que le métier d'enseignant évolue et qu'ainsi le malaise enseignant s'estompe ? Enfin, en cette année de campagne présidentielle, vous vous adressez au futur chef ou future cheffe de l'État : que voulez-vous lui dire ?

Comment promouvoir l'autonomie des élèves si les enseignants ne la vivent pas eux-mêmes ? Comment favoriser la coopération et la solidarité si les professeurs restent dans une logique individualiste ? La « liberté pédagogique » revendiquée par de nombreux enseignants ne peut se vivre que de manière collective, alors que je constate trop souvent une sorte d'« exercice libéral » du métier... Or l'enseignant est fonctionnaire et citoyen. Il doit être partie prenante de son métier. Je revendique du pouvoir d'agir (« *empowerment* » ça fait pas un peu trop néolibéral ?) pour les collectifs enseignants et cela suppose une redéfinition du management que je développe dans mon livre. C'est peut-être ce qui peut redonner du sens au métier.

Pour finir, vous me demandez ce que j'ai envie de dire au futur président (ou à la future présidente).

Cela tient en quelques mots :

« Il y a une urgence éducative et démocratique comme il y a une urgence écologique. Notre pays est un de ceux où le poids de l'origine sociale joue le plus dans la réussite scolaire. Pensez-vous que cette situation soit durable ? Pour que cela change et éviter que notre société n'implose, il faut des mesures fortes pour faire changer l'École. Celle-ci n'est pas que le réceptacle d'inégalités qui se créent ailleurs, elle contribue aussi à en créer d'autres et à les renforcer. Êtes vous prêt(e) à le faire ? »

Philippe Watrelot, *Je suis un pédagogue*, éditions ESF Sciences humaines, août 2021, 192 pages, 16 euros